

Piscines : le Gers ne peut plus attendre

le Comité Départemental Olympique et Sportif du Gers alerte les pouvoirs publics sur le manque dramatique d'équipements aquatiques dans le département



Piscines : le Gers ne peut plus attendre

Communiqué du CDOS du Gers

Depuis plus de dix ans, le Comité Départemental Olympique et Sportif du Gers alerte les pouvoirs publics sur le manque dramatique d'équipements aquatiques dans notre département. Année après année, le constat reste le même : le Gers demeure l'un des départements les plus mal dotés de France en piscines couvertes ou de bassins nordiques. Cette situation est devenue inacceptable au regard des enjeux éducatifs, sportifs et de sécurité publique auxquels notre territoire est confronté.

L'apprentissage de la natation est pourtant une priorité nationale. Le savoir-nager est inscrit dans les programmes obligatoires de l'Éducation nationale et chaque élève est censé maîtriser les compétences fondamentales à la fin de la 6e.

Pourtant, faute d'équipements suffisants et accessibles, trop de jeunes Gersois ne bénéficient pas du nombre de séances nécessaires pour acquérir cette compétence essentielle. Dans certains territoires ruraux, les distances, les coûts de transport et l'absence de bassins couverts rendent cet objectif quasiment impossible à atteindre.

Cette réalité crée une profonde inégalité territoriale entre les enfants des métropoles et ceux de la ruralité.

Au-delà de l'enjeu scolaire, il s'agit d'un enjeu majeur de sécurité publique.

Chaque été, les noyades font des victimes. Elles constituent l'une des premières causes de mortalité accidentelle chez les jeunes. Avec les épisodes caniculaires de plus en plus fréquents, l'accès à l'eau se développe, mais l'apprentissage de la natation ne progresse pas au même rythme dans nos territoires ruraux.

Nous refusons que le lieu d'habitation détermine la capacité d'un enfant à se sauver lui-même dans l'eau.

Face à cette situation, le CDOS du Gers demande la mise en œuvre d'un véritable plan national de rénovation et de construction des piscines publiques.

Les collectivités rurales ne peuvent plus assumer seules ces investissements. La plupart des équipements construits dans les années 1970 arrivent en fin de vie et nécessitent des rénovations lourdes ou des reconstructions complètes. Les budgets locaux ne permettent plus de faire face à ces dépenses.

L'État doit prendre sa part.

Le CDOS du Gers demande la création d'un fonds national dédié avec un taux minimal d'intervention de 50 % pour les territoires ruraux, afin de permettre la rénovation des piscines existantes et la création de nouveaux équipements de proximité.